

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 010619 – AMR 51/139/01

Action complémentaire sur l'EXTRA 59/01 (AMR 51/130/01 du 31 août 2001)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

PEINE DE MORT / PRÉOCCUPATIONS D'ORDRE JURIDIQUE

ÉTATS-UNIS
(CAROLINE DU NORD)

Robert Bacon, noir, 41 ans

Londres, le 19 septembre 2001

Le 18 septembre, le gouverneur de la Caroline du Nord a repoussé de deux semaines l'exécution de Robert Bacon, afin que ses avocats puissent « avoir pleinement accès aux tribunaux », à la suite des attentats perpétrés la semaine dernière à New York et à Washington. Robert Bacon devait être exécuté le 21 septembre 2001. Cet Afro-Américain a été condamné à mort pour le meurtre de Glennie Clark, tué en 1987.

Un porte-parole du gouverneur Michael F. Easley a déclaré : « En raison de la désorganisation des transports et des communications, ainsi que de la fermeture des tribunaux, qui ont fait suite aux événements tragiques de la semaine dernière, le gouverneur a demandé au secrétaire de l'administration pénitentiaire de différer l'exécution qui devait avoir lieu. »

L'exécution de Robert Bacon a été reportée au 5 octobre.

Remarque :

Un des journaux ciblés dans le cadre de cette Action urgente, le *Winston-Salem Journal*, a évoqué l'intervention des membres d'Amnesty International dans son édition du 8 septembre :

« Alors qu'approche la date d'exécution de Robert Bacon, le gouverneur Mike Easley et plusieurs des principaux journaux de l'État sont submergés par un torrent de lettres envoyées du monde entier, par courrier électronique ou par fax. Leurs auteurs appellent Easley à épargner la vie de Bacon.

« Ils prennent en compte la douleur des proches de Glennie Clark mais se déclarent préoccupés par des allégations de discrimination raciale ; par le caractère disproportionné de la condamnation de Bacon comparée à celle de sa coaccusée ; et par son enfance traumatisante, dont le jury n'avait pas été informée.

« La plupart de ces lettres semblent émaner de membres d'Amnesty International, qui demande régulièrement à ses adhérents d'écrire à des responsables gouvernementaux à propos de violations des droits humains. L'objectif est d'inonder de lettres ces dirigeants, pour les amener à libérer des personnes injustement emprisonnées sur la base d'accusations forgées de toutes pièces.

« La place de Bacon est en prison, mais en l'occurrence, le fait que cet homme doive être prochainement exécuté illustre de manière affligeante les inégalités qui caractérisent l'application de la peine de mort.

« Peut-être le fait d'être interpellé par une organisation aussi respectée qu'Amnesty International amènera-t-il Easley à reconsidérer la possibilité d'instaurer un moratoire sur les exécutions, afin que l'application de la peine de mort puisse être réexaminée. »

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après, et que vous rédigerez en utilisant vos propres mots et en vous inspirant des recommandations suivantes (en anglais ou dans votre propre langue) :

- saluez le sursis qui a été accordé à Robert Bacon (vous pouvez exprimer votre compassion pour les victimes des attentats commis le 11 septembre et pour leurs familles) ;
- faites part de votre compassion pour les proches de Glennie Clark ;
- dites-vous vivement préoccupé par les allégations de discrimination raciale qui ont marqué cette affaire ;
- soulignez que deux juges de la Cour suprême de la Caroline du Nord ont estimé que la condamnation à mort de Robert Bacon était disproportionnée au regard des sentences prononcées dans d'autres affaires et de la peine infligée à sa coaccusée Bonnie Clark, et faites valoir que deux juges fédéraux ont statué que Robert Bacon devait bénéficier d'une nouvelle audience sur la détermination de sa peine dans la mesure où des éléments relatifs à ses antécédents n'avaient pas été portés à la connaissance des jurés ;
- appelez le gouverneur Michael F. Easley à commuer la condamnation à mort de Robert Bacon, au nom de la justice et pour la réputation de son État et de son pays.

APPELS À :

Gouverneur de l'État de Caroline du Nord :

Governor Michael F. Easley

Office of the Governor

20301 Mail Service Center

Raleigh, NC 27699-0301, États-Unis

Fax : + 1 919 715 3175 / + 1 919 733 2120

Formule d'appel : *Dear Governor,* / Monsieur le Gouverneur,

COPIES aux représentants diplomatiques des États-Unis dans votre pays.

Vous pouvez également adresser de brefs courriers (pas plus de 250 mots) faisant état de vos motifs de préoccupation aux rédacteurs en chef des journaux suivants :

Letters to the Editor, *Raleigh News and Observer*

PO Box 191, Raleigh, NC 27602, États-Unis

Fax : + 1 919 829 4872

Courriers électroniques : forum@nando.com

Letters to the Editor, *Charlotte Observer*

P.O. Box 20848, Charlotte, NC 28230, États-Unis

Fax : + 1 704 377 6214

Courriers électroniques : opinion@charlotteobserver.com

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*